

Thème 2 – La guerre au XXe siècle

Question 2 – De la guerre froide à de nouvelles conflictualités

Cours 2

De nouvelles conflictualités depuis la fin de la guerre froide : un conflit armé (la guerre du Golfe (1990-1991) ; un lieu (Sarajevo 1992-1995) ; un acte terroriste (le 11 septembre 2001).

I La guerre du Golfe (1990-1991)

1. L'invasion du Koweït et la réaction de la communauté internationale

- Le 2 août 1990, Saddam Hussein ordonne à ses troupes d'envahir le Koweït voisin, puis proclame son annexion. Une telle opération n'aurait pas pu avoir lieu dans le cadre du " condominium " américano soviétique, mais à cette date, le bloc soviétique en Europe de l'Est s'est effondré et l'URSS de Gorbatchev est au bord de l'éclatement. Le dictateur irakien tente d'imposer son hégémonie sur le Moyen-Orient. Après avoir développé des armes chimiques, il projette d'acquérir l'arme atomique.
- Immédiatement, l'ONU condamne l'invasion du Koweït et le Conseil de sécurité décrète un embargo sur l'Irak. Ni l'URSS, ni la Chine ne s'y opposent. Dès le 7 août, le président américain George H. Bush déclenche l'opération " Bouclier du désert " : une vaste coalition dirigée par les Etats-Unis, sous mandat de l'ONU, se déploie en Arabie saoudite. Il s'agit de protéger les pétromonarchies, l'approvisionnement en pétrole de l'Occident, mais également de faire respecter le droit international.
- En septembre, évoquant son entrevue avec M. Gorbatchev, G. H. Bush avait souligné le tournant décisif constitué par le positionnement de l'ONU : " Aucun dictateur ne peut plus compter sur l'affrontement Est/Ouest pour bloquer l'action de l'ONU ". Dans le même discours, il évoque un " nouvel ordre mondial " et " une période historique de coopération ".

2. La guerre

- L'opération " Tempête du désert " est la première opération militaire décidée par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU depuis 1950 (intervention militaire en Corée). Après plusieurs tentatives de médiation et le refus de Saddam Hussein de céder à l'ultimatum qui lui est imposé, l'opération militaire des alliés débute. En janvier, des bombardements massifs sont effectués contre des sites irakiens et en février, une offensive terrestre est lancée : les Alliés libèrent le Koweït et pénètrent en Irak.
- Saddam Hussein a ordonné d'incendier les puits de pétroles koweïtiens et tenté de rallier à sa cause l'opinion arabe : appel à la " guerre sainte " contre les " infidèles ", tirs de missiles contre Israël au nom de la défense des territoires palestiniens, etc. Si une partie de l'opinion arabe reçoit favorablement son discours, la LEA (Ligue des Etats arabes) a condamné l'invasion du Koweït.
- Les troupes irakiennes sont rapidement vaincues. L'Irak est condamné à payer des dommages de guerre, son pétrole est placé sous tutelle et le pays s'engage à supprimer toute arme de destruction massive. Toutefois, Saddam Hussein se maintient au pouvoir et la coalition n'empêche pas le massacre des minorités kurde et chiite du pays par le dictateur.

3. Les conséquences du conflit

- Les Etats-Unis sont bien l'unique superpuissance de l'après-guerre froide : la logistique déployée, les bombardements massifs et la guerre éclair menée contre l'Irak sont essentiellement un effet de la puissance militaire américaine. La médiatisation du conflit par les chaînes de télévision (CNN) ainsi que les autres aspects de la puissance et de l'influence des Etats-Unis conduisent certains à utiliser le terme d' " hyperpuissance " pour les désigner.
- La libération du Koweït et le rôle de l'ONU dans la guerre du Golfe et le règlement du conflit permettent d'évoquer un nouvel ordre mondial. Le droit international a été rétabli et le président Bush affirme que les grands enjeux mondiaux doivent dorénavant être gérés collectivement. On notera cependant que les alliés sont intervenus rapidement parce que leurs intérêts vitaux - l'approvisionnement en pétrole, en l'occurrence - étaient directement menacés.
- Le nouvel ordre mondial comporte également des limites : la répression contre les kurdes et les chiites prouve que la communauté internationale n'est pas prête à intégrer le droit d'ingérence humanitaire. De plus, les sanctions économiques et l'embargo imposés à l'Irak pèsent sur les populations civiles. Enfin, le maintien de la dictature de Saddam Hussein apparaît comme une contradiction avec un nouvel ordre international qui serait fondé sur la paix et la démocratie.

II Sarajevo (1992-1995)

1. L'éclatement de la Yougoslavie et le retour de la guerre en Europe

- La Yougoslavie est une mosaïque de nationalités : Slovènes et Croates (Slaves catholiques), Serbes, Monténégrins et Macédoniens (Slaves orthodoxes), Bosniaques (musulmans), Hongrois et Albanais. En Bosnie-Herzégovine, dont la capitale est Sarajevo, les Bosniaques cohabitent avec les Serbes et les Croates. Outre les oppositions ethniques et religieuses, des rancoeurs historiques existent entre certains peuples : par exemple, les Serbes ont subi des massacres perpétrés par l'Etat croate, allié de l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale.
- La chute du communisme entraîne une résurgence des nationalismes et un éclatement de la fédération yougoslave : une première guerre éclate en 1991 lorsque la Slovénie et la Croatie proclament leur indépendance : le président serbe Slobodan Milosevic déclenche un conflit contre les Croates sous prétexte de protéger la minorité serbe de Croatie. L'année suivante, un référendum est organisé en Bosnie-Herzégovine. L'indépendance est proclamée, mais la minorité serbe a boycotté le scrutin car elle souhaite un rattachement à la Serbie.
- Dès février 1992, l'ONU crée une force d'interposition, la FORPRONU. Mais le contexte international est particulier : l'URSS vient d'éclater et les Balkans ne font pas partie de la zone d'influence traditionnelle des Etats-Unis. La CEE se divise : la France soutient la Serbie, son alliée historique, alors que l'Allemagne reconnaît l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie.

2. Le siège de Sarajevo et la purification ethnique en Bosnie

- L'indépendance de la Bosnie entraîne une guerre entre les trois communautés, Serbe, Bosniaque et Croate : l'armée serbe bombarde Sarajevo pendant 1 365 jours (avril 1992-février 1995) et les snipers prennent les civils pour cibles. La ville n'est plus approvisionnée que par une aide humanitaire de l'ONU. On estime à 10 000, le nombre

de victimes du siège de la ville. Dans le même temps, en Bosnie, les Serbes mènent une stratégie d'épuration ethnique contre les Bosniaques musulmans.

- Les casques bleus de l'ONU sont débordés par la situation. Leur mission est de protéger les populations civiles, mais ils n'en ont pas les moyens. Ils sont eux mêmes pris en otages par les milices serbes qui les utilisent comme boucliers humains. L'Union européenne, qui vient pourtant de se doter d'une politique extérieure et de sécurité commune, est incapable de mettre fin à un conflit qui se déroule à ses portes.
- C'est l'intervention tardive des Etats-Unis et de l'OTAN qui parvient finalement à mettre fin à la guerre. Un ultimatum est lancé par l'OTAN en février 1994. Les positions serbes sont bombardées et les milices serbes doivent se replier. En novembre 1995, à l'initiative du président américain Bill Clinton, l'accord de Dayton met officiellement fin au conflit : l'unité de la Bosnie est maintenue et Sarajevo demeure sa capitale. Mais deux entités sont créées pour les Bosniaques, l'une croato-musulmane (la Fédération croato-bosniaque), l'autre serbe (la République serbe de Bosnie). La guerre et l'épuration ethnique ont fait entre 200 000 et 300 000 victimes, ainsi qu'un million de personnes déplacées.

3. Les conséquences du conflit

- L'ONU a pour mission de faire appliquer l'accord. Une force de paix internationale, placée sous le commandement de l'OTAN, est déployée. Elle comprend 60 000 hommes, dont 20 000 soldats américains. Le conflit a pris fin en Bosnie, mais la région des Balkans demeure une zone de tensions aux portes de l'Europe (guerre du Kosovo en 1998-1999, conflit en Macédoine et en Serbie en 2001, nouveau conflit au Kosovo en 2004).
- L'ONU crée en 1993 le TPIY (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie) pour juger les criminels de guerre. Les serbes Radko Mladic et Radovan Karadzic sont inculpés de génocide, de crimes contre l'humanité et de crime de guerre pour avoir mené l'épuration ethnique. Au total, 161 personnes sont mises en accusation.
- La guerre en ex-Yougoslavie a surtout démontré que le monde de l'après-guerre froide porte de nouveaux conflits, y compris dans un continent que l'on pensait pacifié définitivement - pendant la même période, un génocide est perpétré au Rwanda (1994) et face à la multiplication des conflits internationaux, certains évoquent " le nouveau désordre mondial ". Cette guerre témoigne également de l'impuissance de l'Union européenne à éviter et à faire cesser un conflit. Seuls les Etats-Unis, usant de leur puissance au service de la diplomatie, semblent capables de faire respecter le droit international dans la dernière décennie du XXe siècle.

III Le 11 septembre 2001 : un acte terroriste et ses conséquences

1. Le 11 septembre

- Le mardi 11 septembre 2001, deux avions de ligne détournés percutent et détruisent les tours jumelles du World Trade Center à New York. Un troisième avion s'écrase sur le Pentagone à Washington tandis qu'un quatrième, dont la cible était le Capitole ou la Maison Blanche, s'écrase en Pennsylvanie. Ces attaques terroristes font près de 3000 morts. Les lieux visés sont des symboles de la puissance économique, militaire et politique des Etats-Unis.
- L'Amérique est sous le choc : son territoire, inviolé depuis l'attaque japonaise contre Pearl Harbor, a fait l'objet d'une agression sans précédent. Les images des avions percutant les deux tours sont largement médiatisées par les télévisions du monde entier.

La vulnérabilité de la seule superpuissance mondiale depuis la fin de la guerre froide stupéfait les opinions publiques.

- De nombreux Américains découvrent le nom d'Oussama Ben Laden et de l'organisation Al-Qaida au lendemain du 11 septembre. Pourtant, l'organisation terroriste a déjà pris pour cible les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie dans les années 1990. Depuis la fin de la guerre froide, le salafisme et le jihadisme se développent, principalement à partir d'Afghanistan, et leurs leaders prônent la " guerre sainte " contre les Occidentaux et les Etats-Unis en particulier.

2. Le terrorisme, une nouvelle menace globale

- Al-Qaida ne représente ni un Etat, ni une religion. C'est un réseau ou une " nébuleuse " aux ramifications complexes, qui recrute sur tous les continents. L'organisation s'attaque à tous ceux qu'elle considère comme ses ennemis, en Occident mais également dans les Etats musulmans. Le 11 septembre démontre une capacité de nuisance jusqu'alors insoupçonnée. Certains craignent que le terrorisme puisse utiliser à l'avenir des armes chimiques, bactériologiques ou nucléaires.
- L'Amérique entre en guerre contre le terrorisme international. Le 25 novembre 2001, le Congrès américain adopte le Patriot Act, proposé par le président George W. Bush et visant à prévenir toute nouvelle attaque terroriste sur le sol américain. Dans un premier temps, les alliés des Etats-Unis sont totalement solidaires de la politique américaine : " Nous sommes tous Américains " titre l'éditorial du Monde au lendemain du 11 septembre. L'ONU appelle à intensifier la lutte contre le terrorisme et les Etats mettent en place une coopération internationale.
- Dès 2001, une coalition menée par les Etats-Unis renverse le régime des talibans en Afghanistan. Cette opération est effectuée avec l'aval de l'ONU et le soutien de l'OTAN. Dans les mois qui suivent, des centaines de jihadistes sont arrêtés et transférés dans la base américaine de Guantanamo (Cuba), selon les directives du Patriot Act et dans des conditions qui commencent à être contestées.

3. Les conséquences du 11 septembre : la fin du " nouvel ordre mondial "

- A la suite des attentats du 11 septembre, le Président Bush réoriente la politique étrangère américaine. Il désigne certains Etats " ennemis ", la Corée du Nord, l'Iran, l'Irak et leurs alliés comme formant " l'axe du mal " (le terme d' " Etats-voyous " ou " Rogue States " est également employé. Au début de l'année 2003, il annonce son intention de renverser Saddam Hussein, le dictateur irakien, que les Etats-Unis accusent de soutenir le terrorisme international et de dissimuler des armes de destruction massive.
- La communauté internationale, unanime lors de l'intervention en Afghanistan, se divise : la France et l'Allemagne contestent la légitimité d'une intervention en Irak et le président français, Jacques Chirac, menace d'utiliser le veto de la France au Conseil de sécurité des Nations Unies. Une coalition menée par les Américains envahit pourtant l'Irak, sans mandat de l'ONU. Cette opération entraîne un retour à l'unilatéralisme américain et met fin à l'espoir d'un " nouvel ordre mondial " fondé sur le multilatéralisme souhaité par le président George Bush au début des années 1990.
- La guerre d'Irak divise la communauté internationale et la politique étrangère des Etats-Unis suscite de vives critiques. L'efficacité de cette politique est d'autant plus remise en cause que le terrorisme n'est pas éradiqué : des attentats suicide sont régulièrement perpétrés en Irak et en Afghanistan. Les villes de Madrid (2004), Londres (2005) et Mumbai (2008) sont également frappées par des attaques terroristes.